

Creux mais dangereux pour les classes moyennes

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 02 mai 2017

[Source : Nouvelles de France]

L'annonce en fanfare du programme de Macron avait tout pour impressionner : 500 experts, 3000 ateliers avec, paraît-il, la participation de 30 000 Françaises et Français. Il s'est même dit que le document final avait été mis au point par un think tank de 15 personnes super confidentiel et super qualifié basé à Londres.

Le moins qu'on puisse dire est que les résultats ne sont pas à la hauteur de tels travaux, réels ou pas.

Il suffit d'écouter les Français pour connaître leurs principales préoccupations, finalement assez simples : en sus de la crainte du chômage et la baisse de leurs revenus, on citera : l'immigration, l'éducation, la justice et la sécurité, la lourdeur de la pression fiscale et donc des dépenses publiques, le sentiment d'une injustice du système de redistribution sociale (pas tant les retraites , seules évoquées dans le document, que les prestations de toute nature). Il faut y ajouter la question de la démographie et donc de la politique familiale : si les Français y sont moins sensibles, c'est la plus importante car elle conditionne non seulement les retraites à venir mais la survie du pays lui-même. Et aussi la question de notre politique étrangère, celle de Hollande nous ayant valu le mépris universel.

Les problèmes majeurs de la France sont peu ou pas pris en compte

Sur tous ces sujets majeurs, peu ou pas de propositions sérieuses. Rien , absolument rien sur la famille et la politique familiale (et donc aucune perspective de revenir sur sa destruction par les socialistes), rien sur la justice, rien sur l'immigration sinon une défausse sur l'Europe par le recrutement de 5000 gardes-frontières européens (et comment cela intéresserait-il Macron qui a félicité Merkel d'avoir ouvert largement ses frontières ?), aucune réponse véritable à cette revendication populaire essentielle qui est de mettre plus de justice dans les systèmes sociaux de telle manière que ceux qui qu'on appelle les « travailleurs pauvres », immigrés compris, n'aient pas le sentiment frustrant d'être moins bien traités que les assistés. Macron qui n'a jamais fait campagne ne serait-ce que pour une élection cantonale en a-t-il seulement conscience ?

Sur la sécurité, les rares propositions sont d'une pauvreté affligeante : développent de la police de proximité (dite « police de sécurité quotidienne »), « ne plus tolérer les incivilités » , plus vite dit que fait . Il est certes proposé que « toute peine prononcée sera exécutée » (ce qui est techniquement difficile même si on construit 15 000 places de prison), mais encore faut-il qu'elles soient prononcées, ce qui n'est pas évident aujourd'hui vu les dérives de la justice, dont Macron ne s'émeut pas. En lieu et place d'une politique pénale ferme, la police pourra envoyer un délinquant dans un autre quartier...

Sur l'éducation, il ne sert à rien de proclamer que l'on donnera « la priorité à l'école primaire » si on n'en change pas les méthodes , de quoi il n'est nullement question. Inutile aussi de donner plus d'autonomie aux établissements, tarte à la crème des programmes de gauche et surtout de droite qui sert de cache-sexe à la pauvreté de la réflexion, comme si des chefs d'établissement livrés à eux-mêmes et habitués à ne pas faire de

vagues allaient faire preuve d'imagination. Ne sont remis en cause ni les méthodes pédagogiques aberrantes, ni le tronc commun, ni la réforme désastreuse du collège par Najat Vallaud, ni celle des rythmes scolaires. Sur le sujet de l'éducation, Macron est apparemment aussi sec que l'était le rapport Attali dont il était le rédacteur (et qui citait en exemple de pays organisé la Grèce !).

Il n'est guère question de politique étrangère, sauf pour annoncer l'installation d'un « quartier général européen » : pour faire la guerre à qui ? Même s'il n'en parle pas dans son programme, Macron ne met nullement en cause la diplomatie néoconservatrice, antirusse, pro-islamiste et droit de l'homme menée durant les dernières années et dont on connaît les résultats catastrophiques.

Pas question non plus de « la France périphérique », provinciale et rurale, qui souffre et dépérit : on peut imaginer que le 1/4 des départements qu'il projette de supprimer sont de cette France là.

Les Français croulent sous les impôts : le programme prévoit la suppression de la taxe d'habitation, la seule que tous les résidents ou presque, Français et étrangers, payent. Il prévoit aussi la baisse de l'impôt sur les sociétés de 33% à 20 % et, comme Fillon, l'abrogation de l'ISF. Par quoi remplacer ces allègements ? Le programme ne le dit pas. Mais cela aussi, on le sait par ailleurs : par un super-impôt foncier, qui ne sera payé que par les propriétaires. Moins d'impôts pour le haut et le bas de l'échelle, encore plus pour les classes moyennes (c'est à dire les 58 % de Français, principalement indigènes, qui ont un patrimoine surtout foncier).

Dépenses publiques à tire larigot

Comment attendre d'un tel programme une réduction des dépenses publiques ? Sur les 96 propositions, 27 annoncent une augmentation des dépenses, presque aucune ne tend à les réduire ; il est seulement question de « lutter davantage contre la fraude fiscale ou sociale », ce qui laisse supposer que le ministre Macron ne le faisait pas assez. Les propositions dépensières fusent allègrement de toute part : augmenter le minimum vieillesse de 100 € par mois (mais rien sur les retraites des artisans ou des agriculteurs souvent plus faibles : il est vrai qu'il s'agit de propriétaires), augmentation de l'allocation d'adulte handicapé de 100 € aussi, rénovation d'1 million de logements, plus construction de 100 000 logements d'étudiants, extension du bénéfice de l'assurance chômage à ceux qui démissionnent volontairement, remboursement à 100 % des lunettes et des prothèses dentaires, plan de 5 milliards pour la santé, de 5 milliards pour l'agriculture, grand plan d'investissement de 50 milliards, 2 % du PIB pour la défense nationale (comme par hasard, l'objectif fixé par l'OTAN dont Macron est bon élève), soit au moins 20 milliards de plus. Et il est dit en prime « Nous augmenterons les salaires de tous les travailleurs, des ouvriers, des employés » d'un 13e mois. Le Fonds pour l'industrie et l'innovation qui s'ajoute à tout cela est certes financé mais de manière inquiétante : par la vente des participations de l'Etat dans les industries stratégiques, ce qui va encore affaiblir sa capacité de manœuvre. De politique industrielle, il est à peine question chez celui qui a autorisé la cession à General Electric, ordonné le démantèlement d'Areva et ne pense qu'à l'ubérisation. Ajoutons que comme le programme de Marine Le Pen et à la différence de celui de Fillon, Macron maintient la retraite à 60 ans, sans même exiger comme elle 40 ans de cotisation.

Cette masse de propositions dépensières pourrait être interprétée comme un convergence entre les deux candidats, qui contraste avec l'austérité du programme de Fillon, mais il y a tout de même une différence : Macron qui se dit très favorable au processus européen et au maintien l'euro – il n'en parle pas tant ça va de soi pour lui –, devra respecter les critères de convergence européens (dits de Maastricht). On se demande comment.

Une approche contradictoire de l'Europe

Macron a beau promettre de « construire une Europe qui développe nos emplois et nos économies », qui « protège nos industries stratégiques », on sait bien qu'elle a fait le contraire jusqu'ici. Il ne servira donc à rien de réunir « des conventions citoyennes pour redonner un sens au projet européen » (toujours le peuple à

qui on a mal expliqué les choses !) si le logiciel de l'Europe de Bruxelles n'est pas revu en profondeur. Fillon est pour le maintien de l'euro mais il intègre à son programme les disciplines que cela implique (abrogation des 35 heures, retraite à 65 ans, réduction de la fonction publique). Macron est pour l'euro mais sans les disciplines qu'implique son maintien. Marine Le Pen refuse, comme Macron, ces disciplines mais se propose de mettre fin à l'euro. Fillon et Le Pen, chacun à sa manière, sont cohérents. Macron, lui, est incohérent : si son programme était appliqué, il ne lui resterait qu'à faire comme Hollande : attendre la croissance pendant cinq en regardant d'un air désolé grimper la courbe du chômage et les déficits. Il sait faire puisque il a été pendant cinq ans le principal conseiller économique de Hollande.

Ce ne sont pas les seules contradictions qu'entraîne l'engagement européen de Macron : il propose que les agriculteurs vivent de leurs ventes (« soient payés au prix juste ») et non point de subventions, alors même que c'est Bruxelles qui a imposé en 1992 la réforme de la PAC qui a remplacé la rémunération par les prix par une rémunération par les primes. Comment d'ailleurs concilier ces intentions avec la volonté d'étendre le libre-échange à travers le CETA, traité euro-canadien qu'il est le seul candidat à soutenir et qui fera encore baisser les prix ?

Politiquement correct : toujours plus

Loin de laisser espérer plus de liberté, le programme de Macron annonce en outre entre les lignes le resserrement de toutes les contraintes bureaucratiques et idéologiques liées au politiquement correct : environnement (50% de produits bios dans les cantines : qui va contrôler ? Mise à la casse des vieilles voitures : qui va payer ?), parité à tous les étages, non discrimination à tout va : « Nous ferons de la lutte contre la discrimination une priorité nationale » : bonjour l'ambiance, et même discrimination positive sous la forme d'« emplois francs » pour les ressortissants de certaine banlieues. Le nom des entreprises ne respectant pas la parité homme/femmes sera rendu public. Macron prévoit même de diminuer le financement public des partis qui auraient une représentation non paritaire, oubliant que ce dispositif existe déjà... – il est significatif que Macron promette ce que Hollande a déjà fait Autre obsession, l'évaluation généralisée, des services publics, du travail parlementaire et bien sûr des résultats de l'enseignement – à partir de mesures dont on connaît l'arbitraire et la lourdeur. Quels critères dans un tel environnement pour choisir les bénéficiaires des « accélérateurs d'associations » (c'est-à-dire en bon français des aides supplémentaires) : leur « correction politique » ? On peut le craindre. En perspective, une société où les pressions sociales de toutes sortes, que les gens supportent déjà mal, pèseront encore davantage. Bonjour le candidat jeune et libéral !

Beaucoup de formation (encore le rapport Attali !) comme si c'était là la panacée alors même que la France dépense déjà 40 milliards à cet effet sans qu'on sache bien ce qui en sort.

« Donner au préfets la capacité d'adapter l'organisation des services de l'État aux besoins de chaque région aux situations locales » : M. Macron ne le sait pas mais on en parle depuis quarante ans. Autrefois, ils le faisaient sans qu'on le leur dise mais la conception germanique du droit ayant, *via* l'Europe, envahi l'administration française (ce qui ne saurait déplaire à Macron), il n'y a plus guère d'espace pour ce genre d'assouplissements.

La « société du spectacle » en marche

Tout cela est assorti, ficelle un peu grosse, de quelques propositions ponctuelles clinquantes : interdiction de téléphones portables à l'école primaire et au collège (et au lycée ?), ouverture des bibliothèques le soir et les week-end – mais n'est ce pas déjà le cas ? –, un Pass culturel (ce que font déjà beaucoup de maires), remboursement des lunettes et des prothèses dentaires à 100%. Les collectivités locales seront encouragées voter des « budgets participatifs », ce qui plaira à Ségolène Royal. De ces propositions démagogiques, on aurait pu en faire beaucoup d'autres et de plus originales : manque d'inspiration ?

Ajoutons tout un catalogue de propositions destinées à « moraliser la vie politique », le grand dada de Bayrou qui l'a exigé : différentes mesures qui vont encore compliquer l'exercice de la fonction de

parlementaire : ils ne pourront plus faire du conseil, ni embaucher leur femme (ni leur maîtresse ?), sans rien résoudre. Y a-t-il une réponse institutionnelle à un problème qui est d'abord de civilisation ?

Les propositions vraiment positives sont rares : le rétablissement de classes bilingues , promis aussi par Fillon, la limitation des sessions parlementaires . L'enseignement du fait religieux à l'école, vieille lune là aussi, fait craindre bien des abus.

En résumé, ce programme, souvent flou et toujours démagogique laisse apparaître, malgré son clinquant, le prolongement et même l'aggravation des tendances majeures du quinquennat Hollande : immigration non contrôlée, dégénérescence du système éducatif, explosion de la délinquance, sacrifice des familles et dénatalité, alourdissement des dépenses publiques et de la fiscalité, persistance d'un volant de chômage , aides publiques donnant un vif sentiment d'injustice, police du politiquement correct omniprésente.

Cette continuité par rapport au quinquennat qui se finit explique en partie la pauvreté du programme Macron : faute de rien innover quant au fond, il ne lui restait qu'à proposer du clinquant : la société du spectacle, chère à Guy Debord, est plus que jamais en marche. Et la méthode participative n'a rien arrangé : Marcel Dassault disait qu'un chameau était un cheval dessiné par un comité : nous y voilà bien ! A tout le moins est-il rare que les groupes de travail trouvent d'autre terrain d'entente que ce qui se trouve dans l'air du temps. Ajoutons la patte personnelle du candidat qui apparaît ici où là : lui aussi respire le même air mais il révèle au passage les lacunes encore nombreuses de sa connaissance de la société française, par exemple de sa démographie. Et peut-être n'est-il pas entouré d'autant d'experts, des vrais, qu'il prétend.

Quant à la philosophie générale, elle est claire : plus d'Europe, plus d'ouverture des frontières (aux hommes et aux marchandises), « en marche » vers une société mondialisée où la France, coupable de crimes contre l'humanité et qui n'a pas de culture propre, ne pèsera guère. Tout ce dont rêvent les Français...

De ces tendances, la plus inquiétante est sans doute le laminage accéléré des classes moyennes que laisse pressentir l'allègement de la fiscalité sur le capital financier, et son alourdissement corrélatif sur le capital immobilier, complétés par ce qu'exige l'Europe de la concurrence comme la banalisation de professions à statut (notaires, pharmaciens) qui ne figure pas dans le programme mais qui avait été amorcée par la loi Macron et va sans doute se poursuivre.

L'autre motif d'inquiétude, encore plus grave, est que la victoire de Macron nous fasse entrer dans une société où l'empire de la pensée politiquement correcte, en manière d'environnement (destruction irréversible du paysage par les éoliennes), d'antiracisme, de non-discrimination, d'ultra-féminisme, de libéralisme économique et sociétal, d'europhisme, de soi-disant ouverture au monde, soit encore plus oppressif : la fin de la démocratie ?